

Madelin : « La droite ne battra pas Jospin avec un projet mou »

■ **Le soutien massif qu'apportent les parlementaires de votre parti à Jacques Chirac ne constitue-t-il pas un handicap ?**

Ma candidature ne tire pas sa légitimité de mon parti mais du projet réformateur moderne libéral européen que je porte avec conviction depuis longtemps. Une élection présidentielle, c'est d'abord une rencontre avec les Français. Giscard a été élu alors que peu de parlementaires le soutenaient. Balladur a été battu malgré un fort soutien parlementaire. Par rapport à mon parti, j'avais pris la liberté de soutenir Chirac en 1995. J'ai laissé cette même liberté à mes parlementaires.

■ **Comment espérez-vous séduire les électeurs alors que vous ne réussissez pas à convaincre vos amis ?**

Les préoccupations des Français sont très différentes de celles des députés qui pensent aujourd'hui avant tout à préparer leur élection. Il y a sept ans, Chirac a davantage convaincu les Français que ses amis du RPR. Aujourd'hui, les Français attendent des choix forts. La démocratie a

Partisan d'une baisse des impôts, Alain Madelin reste sceptique face aux promesses de Jacques Chirac en la matière. Il souhaite que le candidat fasse connaître son futur Premier ministre avant le deuxième tour.

besoin de choix clairs. La droite ne battra pas un Jospin recentré avec un projet mou. La course actuelle de tous les candidats vers le centre, en provoquant une confusion des projets et des idées, dégage une route au projet réformateur dont je suis seul porteur.

■ **Le libéralisme dont vous êtes le seul à vous réclamer ne fait-il pas peur aux Français ?**

Je me réclame en fait d'un certain nombre de réformes modernes porteuses de libertés, proposées et mises en œuvre partout en Europe. Je suis ainsi le seul candidat qui peut signer sans hésitation et avec conviction l'accord Blair-Aznar-Berlusconi fondé sur la flexibilité du marché du travail, la baisse des impôts, la réforme de l'Etat et l'ouverture à la concurrence des marchés protégés pour retrouver le plein emploi. Je suis convaincu que les Français au fond d'eux-mêmes

attendent un président et un gouvernement courageux capables de mettre en œuvre ces réformes.

■ **Approuvez-vous Jacques Chirac lorsqu'il promet une baisse des impôts ?**

Toute promesse de baisse des impôts est bonne à entendre ou à réentendre. Mais ce qu'il faut, c'est engager une véritable refondation fiscale et sociale que je suis seul à proposer. Une refonte complète de l'impôt sur le revenu retenu à la source, intégrant la CSG, et réduisant à trois le nombre de tranches avec un taux maximum de 33%. Un revenu familial garanti par un complément dégressif sur la feuille de paie pour simplifier le maquis de nos aides sociales et inciter à la reprise du travail pour celles et ceux qui sont enfermés dans l'assistance.

■ **La baisse des impôts n'est-elle pas liée à la croissance retrouvée ?**

Je pense au contraire que c'est la baisse des impôts qui permettra de retrouver la croissance. Quand un cadre supérieur voit son revenu supplémentaire taxé à hauteur de 70%, il a tendance à mettre le pied sur le frein. Tout comme celui qui, en bas de l'échelle, n'a que très peu d'intérêt à sortir du système d'assistance pour reprendre une activité. Il faut leur donner des raisons d'appuyer sur l'accélérateur.

■ **Jacques Chirac est-il crédible quand il promet de baisser les impôts ?**

On est crédible dans les promesses de baisse d'impôt que lorsque l'on propose dans le même temps de baisser les dépenses publiques et que l'on explique comment. C'est ce que je fais en proposant une réforme de l'Etat, la diminution de nombre de fonctionnaires, une forte régionalisation, et une large privatisation du patrimoine public, afin de réduire la part des prélève-

ments obligatoires de 5% en cinq ans.

■ **Pensez-vous, comme nombre de nos lecteurs, que les candidats devraient annoncer pendant la campagne le nom de celui qu'ils choisiraient comme Premier ministre ?**

Au premier tour, les voix qui se porteront sur mon nom exprimeront une volonté de vrai changement, un espoir de réformes profondes. Ces voix là seront en tout état de cause indispensables pour gagner le second tour. C'est pourquoi le candidat de l'opposition arrivé en tête au premier tour devra savoir rassembler autour d'un pacte de confiance, d'une équipe et d'un chef d'équipe clairement désigné ayant naturellement vocation à être le Premier ministre. C'est sur la base du rassemblement du second tour de l'élection présidentielle que se fera le rassemblement du premier tour des élections législatives.

PROPOS RECUEILLIS
PAR GERARD ANGEL
ET FRANCIS BROCHET

Alain Madelin 1.3.02